

Egypte-Israël : Quand l'histoire sépare, les intérêts rapprochent

Par Youssef Tobi

Résumé

Ce Policy Brief tente d'analyser le rapprochement entre l'Égypte et Israël dans le contexte d'une nouvelle donne géopolitique dans la région. La première partie de l'analyse se penche sur le rapprochement autour des découvertes importantes de gaz en Méditerranée, alors que la deuxième s'intéresse à la coopération militaire entre les deux pays dans le Sinaï. Plus largement, ce Policy Brief tente de contextualiser cette relation dans un cadre historique et géopolitique plus large : Celui de l'évolution des rivalités géopolitiques dans le Moyen-Orient.

Introduction

Les relations entre l'Égypte et Israël suivent un schéma historique de confrontation qui transcrit la rivalité entre les pays arabes et l'État hébreu. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à nos jours, ces relations se caractérisent par ce que les diplomates israéliens ont qualifié au début des années 1980 de « *paix froide* ». Pourtant, les récents développements géopolitiques dans la région, et la montée du terrorisme islamique, ont quelque peu changé le caractère des relations entre deux parties qui, bien que déjà interdépendantes sur plusieurs aspects, semblent dépasser le poids de l'histoire pour s'engager dans une coopération assumée, visant à redessiner, à terme, le paysage géopolitique du Moyen-Orient.

La décision du Président américain Donald Trump de transférer l'ambassade américaine à Jérusalem a provoqué un tollé dans le monde arabe. Néanmoins, la réaction officielle de l'Égypte, bien que contestataire, a été mesurée. Au niveau géopolitique, les ennemis communs rapprochent les deux pays. Dans ce sens, l'Iran constitue la pierre angulaire d'un rapprochement géostratégique entre les pays arabes et Israël. De plus, la menace terroriste qui pèse sur leurs frontières communes encourage les deux parties à coopérer sur le front militaire. Comme nous le constatons, bien qu'aux niveaux culturel et social il demeure une « *barrière psychologique* »¹ à ce rapprochement, les deux États ont scellé, ces dernières années, une entente géopolitique solide.

1. Propos tenus par Mohammad Anouar el-Sadate (Neveu de l'ancien président) au quotidien français La Croix <https://www.lorientlejour.com/article/1151589/relation-egypte-israel-sissi-brise-un-tabou.html>

Au niveau bilatéral, l’Égypte et Israël partagent des intérêts stratégiques, notamment en matière d’énergie. Les deux pays sont dépendants des énergies fossiles et comptent, à la lumière des nouvelles découvertes gazières en mer Méditerranée, atteindre une indépendance énergétique et devenir, à terme, exportateurs d’énergie.

Cette coopération énergétique constitue, comme nous allons le voir, l’un des points d’orgue du rapprochement, désormais presque assumé entre les deux pays.

Au niveau sécuritaire, la lutte contre le terrorisme dans le Sinaï a constitué une dimension importante du rapprochement entre les deux pays qui, comme nous le verrons, coopèrent intensivement dans ce domaine.

Il s’agit, ici, d’abord de présenter un rappel de l’histoire des relations entre l’Égypte et Israël, qui a façonné la méfiance entre les deux États mais aussi construit une interdépendance stratégique. Par la suite, nous aborderons le récent rapprochement entre les deux pays autour de la coopération énergétique et de la lutte contre le terrorisme.

Le poids de l’histoire

Dès la création de l’État d’Israël, l’Égypte apporte son concours à la Ligue arabe pendant la Première Guerre israélo-arabe et envoie des corps expéditionnaires avant de signer, le 24 février 1949, l’armistice de Rhodes qui, tout en mettant fin à la guerre, entérine le contrôle de l’Égypte sur la Bande de Gaza. La défaite des troupes arabes convaincra l’Égypte de Nasser de la puissance du voisin israélien qui n’accordera aux efforts égyptiens de réconciliation que peu de crédit. En effet, bien que l’Égypte ait tenté de se rapprocher d’Israël, en 1953, pour obtenir son soutien pour le retrait des troupes britanniques de Suez, Israël s’en méfie et ne donne pas suite. De plus, la Bande de Gaza est déjà une zone de confrontation et le Caire soutient des insurgés palestiniens contre l’armée israélienne qui s’était risquée jusqu’à attaquer les quartiers généraux de l’armée égyptienne à Gaza en 1955. Les tensions culminent avec le conflit de 1956 qui fut le signe d’une nouvelle donne géopolitique au Moyen-Orient avec la nationalisation du Canal de Suez et le retrait des anciennes puissances coloniales à la faveur d’un nouvel ordre international multilatéral. Les années suivantes vont contredire le Président Nasser qui pensait détenir une marge de manœuvre face à Israël, suite au précédent établi lors de la guerre de 1956. Il masse, ainsi,

des troupes dans le Sinaï et ferme le Golfe d’Aqaba aux navires de commerce israéliens. Or, Israël réplique et met l’armée égyptienne hors d’état de nuire en six jours. Suite à cette victoire, Israël occupe des territoires égyptiens, notamment la Bande de Gaza et inverse le rapport de force avec le grand voisin arabe. En position de faiblesse, l’imaginaire collectif égyptien demeura profondément marqué par cette défaite, et c’est dans une atmosphère de suspicion que l’Égypte et Israël vont s’engager dans un long chemin vers la paix.

L’arrivée d’Anouar el-Sadate au pouvoir, en 1970, va confirmer la volonté de détente des relations avec l’État hébreu. Anouar el-Sadate semblait favorable à la paix avec Israël, la guerre de kippour, en 1973, ayant redoré le blason de l’armée égyptienne qui est parvenue à entrer dans le Sinaï. Le contexte semblait propice à une initiative de paix. Le discours de Sadate à la Knesset, en 1977, constitue un pas risqué de la part de l’ancien président égyptien vers Israël. Bien que ce discours ait isolé l’Égypte par rapport à ses voisins arabes, la population égyptienne accueille cette initiative favorablement. Malgré une réaction contenue du gouvernement israélien, ce discours va constituer un pas de plus vers les accords de Camp David.

Ces accords arrivaient dans un contexte géopolitique tendu, là où l’Égypte a absolument besoin de la paix pour améliorer sa situation économique, le pays doit considérer son voisinage proche et ne pas perdre son influence régionale en négociant à perte avec Israël. C’est ainsi que la préservation des intérêts des Palestiniens devient une condition *sine qua non* pour l’Égypte qui, s’insérant dans le carcan idéologique de la solidarité arabe, explique à Israël, par la voix de son secrétaire d’État aux Affaires étrangères, Boutros-Ghali, que « *le monde arabe est un tout* » et qu’elle ne saurait délier son destin de celui des autres pays arabes. Pourtant, les pays arabes voient ces accords comme une trahison de l’Égypte et rompent tous, à l’exception du Soudan et du Sultanat d’Oman, leurs relations diplomatiques avec le Caire. Cette déchéance de l’Égypte dans le monde arabe va jusqu’à son exclusion de la Ligue arabe. D’un autre côté, le début des relations économiques directes avec l’État hébreu ne se traduit pas par une réelle embellie de la relation entre les deux voisins. Au fil des années, la relation entre Israël et la Palestine va venir complexifier la relation entre Israël et l’Égypte qui se considère encore comme partie prenante du conflit. D’autant plus que l’opinion publique égyptienne est fortement concernée par le sort de la population palestinienne.

Suite à la chute de Hosni Moubarak, l'Etat hébreu fut particulièrement inquiet par l'arrivée des frères musulmans à la tête de l'Egypte et le possible début d'une nouvelle ère de confrontation. Cette période d'incertitudes a ravivé les tensions historiques entre les deux pays et mis en lumière l'animosité de la population égyptienne envers Israël. Le 9 septembre 2011, l'ambassade israélienne au Caire a été attaquée et saccagée par une foule égyptienne. Par contre, la prise du pouvoir par Abdel Fattah Al Sissi a rassuré les Israéliens et déclenché une détente dans les relations entre les deux pays qui semblaient s'engager dans une coopération assumée. Des responsables israéliens ont même qualifié la présidence d'Al Sissi de « *bénédiction* »². Le Président Al Sissi a pour ambition de replacer l'Egypte comme une puissance régionale et considère la question sécuritaire comme primordiale, le concours d'Israël dans ces deux entreprises semble essentiel pour le Maréchal qui a multiplié les gestes de bonne intention envers les dirigeants israéliens. Contrairement à l'époque d'Anouar el-Sadate, où ce rapprochement semblait outrer les voisins arabes et ne pouvait être publicisé, la nouvelle donne géopolitique dans la région, avec l'Iran comme ennemi commun, semble rapprocher les vues arabes et israélienne.

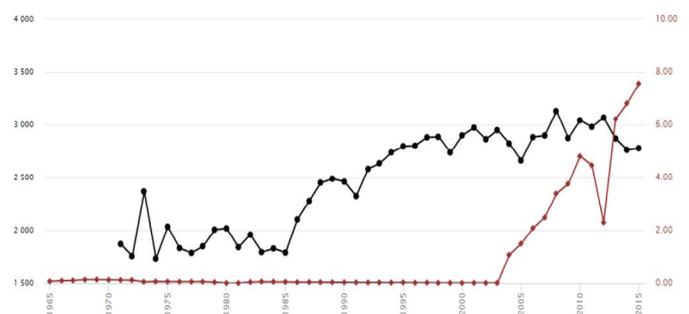
Dans cette histoire commune, la question énergétique a toujours été centrale. L'Egypte a longtemps exporté du gaz vers Israël via son gazoduc, avant que les récentes découvertes off-shore en Israël n'inversent la tendance. Cette interdépendance énergétique est marquée par le contexte d'incertitude géopolitique et de la haute importance de ce secteur pour Israël, esseulé dans son environnement, et pour l'Egypte, géant démographique. Les ambitions des deux pays d'atteindre une indépendance énergétique et de devenir à terme exportateurs, redessineront le paysage énergétique au Moyen-Orient, comme nous allons le voir.

2. Ces propos sont attribués au numéro deux du Centre d'études sur la sécurité intérieure du régime, Ephraïm Kam qui eut des fonctions au sein du renseignement israélien. <http://israelmagazine.co.il/sissi-le-tresor-cache-disrael/>

La coopération énergétique, point d'orgue du rapprochement

Le modèle de développement économique d'Israël est énergivore. En 2015, Israël consommait 2 777,88 kg d'équivalent pétrole par habitant et importe 100 % de son pétrole, traditionnellement de Russie et récemment du Kurdistan irakien. A titre de comparaison, l'Egypte, qui est presque dix fois plus peuplée qu'Israël, consommait, en 2014, 814,99 kg d'équivalent pétrole par habitant. Au niveau de la consommation gazière, on remarque une nette augmentation de la consommation de gaz suite à la découverte du gisement Tamar³ dont l'exploitation a débuté en 2013. La découverte du gisement Léviathan⁴, dont l'exploitation commencera en 2019, permettra à Israël de maintenir sa forte consommation de gaz et de pallier au tarissement des ressources de Tamar.

• Consommation d'énergie (kg de pétrole par habitant - équivalence), Israël
 • Consommation de gaz (en millions de tonnes équivalent pétrole), Israël



Perspective monde, date de consultations: 15/1/2019
 Source : Banque mondiale et British Petroleum (via QUANDL)

Coupé de son environnement régional, et appliqué à un territoire exigü, l'avancement économique israélien est mis sous stress au vu de l'incertitude géopolitique qui y prévaut. L'utilisation de la rétorsion des ressources énergétiques par les pays arabes, suite à la guerre de Kippour, a marqué l'establishment politique israélien, conscient de la capacité de nuisance de cet outil

3. Tamar 2 est un champ gazier israélien dont l'exploitation a commencé en mars 2013. Découvert par Noble Energy en 2009, il est situé à 90 km des côtes israéliennes au large de Haïfa, dans la Zone Economique Exclusive (ZEE) d'Israël. Le Liban émet des revendications sur une partie de ce gisement mais l'ONU refuse, en janvier 2011, de statuer sur la délimitation de la frontière maritime israélo-libanaise

4. Découvert en juin 2010 dans le bassin Levantin, à 130 km à l'Ouest de Haïfa, c'est le plus grand gisement israélien en termes de capacité. Il contiendrait des réserves prouvées de l'ordre de 500 milliards de mètres cubes. Son exploitation devrait commencer en 2019.

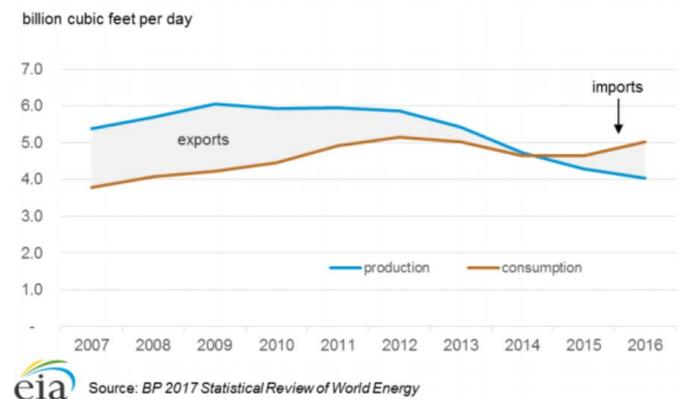
diplomatique. L'insularité énergétique israélienne est un marqueur de sa politique étrangère qui a fortement conditionné ses relations avec l'Égypte. La découverte de gisements gaziers au large des côtes israéliennes a changé la donne pour Israël qui, en plus de l'exploitation de ces gisements, s'est assuré un approvisionnement pérenne en gaz via des accords contraignants. L'Égypte et Israël signent, en juin 2005, un mémorandum dans lequel le Caire promet de livrer du gaz naturel pour une durée de 15 ans, pour 2,5 milliards de dollars. Une société mixte israélo-égyptienne, EMG (Eastern Mediterranean Gas) construit le pipeline sous-marin de gaz, de l'Égypte en direction du port d'Ashkelon. A l'issue d'un autre accord avec une société privée, EMG devra ainsi fournir chaque année pendant une période de 15 à 20 ans pour 100 millions de dollars du gaz naturel, ce qui fait de l'Égypte le second pourvoyeur d'Israël en gaz en 2011⁵. Néanmoins, cet approvisionnement n'est pas sûr au vu de sa fragilité face aux tensions géopolitiques dans la région. L'Égypte n'hésite pas à stopper, en 2008, ces approvisionnements en gaz, prenant en compte l'hostilité de l'opinion publique égyptienne aux échanges commerciaux avec l'Etat hébreu. Israël a besoin de l'Égypte, malgré la découverte du gisement gazier Léviathan et Tamar qui lui assurent une manne énergétique conséquente. En effet, le dispositif de défense israélien dépend de la production électrique tirée de ces plateformes gazières. Il suffirait, donc, qu'une de ces plateformes soit endommagée par une attaque pour que le réseau de vidéosurveillance et de barrières électriques soit mis hors d'état de marche. Dans ce sens, pérenniser son approvisionnement en gaz, à partir de sources différentes, notamment de la part de l'Égypte, permettrait à Israël d'assurer sa sécurité.

Au niveau national, l'Égypte est le plus gros consommateur en hydrocarbures en Afrique et, au vu de son ambition de devenir une puissance régionale, cette consommation ne fera qu'augmenter. Le gaz naturel compte, à lui seul, pour près de la moitié de la consommation d'énergie primaire en Égypte. Avec la hausse de la demande domestique et un déclin de la production des champs historiques du pays, l'Égypte est devenue importatrice nette de gaz en 2015. Le gouvernement espère retrouver une certaine « indépendance » grâce à la contribution de ses nouveaux gisements (Zohr mais aussi Atoll ou dans l'Ouest du delta du Nil) et de nouvelles découvertes d'importance. L'*Energy Information Administration*, dépendante du

5. Histoire des relations entre l'Égypte et Israël, la « Paix froide » (2/2) : Le long chemin vers la paix sous Sadate et Moubarak (1970-2011), les clés du Moyen-Orient (www.lesclesdumoyenorient.com).

ministère américain de l'Énergie, estime toutefois que « les importations de gaz naturel seront toujours nécessaires pour satisfaire la demande domestique, bien que dans de plus petits volumes ».

Dry Natural gas Production and consumption in Egypt



Dans ce sens, l'accord⁶ avec Israël semble être lié à la demande interne très forte de l'Égypte en énergie et au délai d'exploitation du nouveau gisement égyptien. Alors que l'Égypte, avec Zohr,⁷ est en phase de devenir un hub gazier dans la région, cet approvisionnement ne fera que « dépanner »⁸ l'Égypte, le temps que le pays augmente ses capacités de production et devienne une puissance exportatrice. Cet accord est considéré comme historique, car il change les données énergétique et géopolitique dans la région, en marquant un rapprochement économique entre deux puissances historiquement rivales.

6. Israël a signé en 2018 un accord avec l'Égypte d'un montant record de 12 milliards de dollars pour la fourniture du gaz extrait de deux importants gisements off-shore en Méditerranée.

7. Zohr est un champs de gaz de la mer Méditerranée, au large de l'Égypte. Avec 850 milliards de mètres cubes de gaz récupérable, c'est le plus important gisement d'hydrocarbures découvert dans le monde en 2015

8. L'Égypte s'impose comme l'acteur majeur du gaz en Méditerranée orientale https://www.lesechos.fr/28/02/2018/lesechosfr/0301356647531_l-egypte-s-impose-comme-l-acteur-majeur-du-gaz-en-mediterranee-orientale.htm



La coopération entre Israël et l'Égypte est devenue de facto nécessaire. D'un côté, Israël doit pallier à son isolement dans la région, en diversifiant ses sources d'approvisionnement en énergie et, de l'autre, l'Égypte doit engager des réformes économiques et pallier à sa forte demande interne, le temps de monter en puissance en termes de production nationale. A l'heure actuelle, il semble que les deux pays ont besoin l'un de l'autre et, bien qu'une rivalité est à envisager pour la domination du paysage énergétique en Méditerranée, la forte incertitude au Moyen-Orient et la multitude de menaces communes raffermissent les liens entre deux pays historiquement opposés.

La visite⁹ au Caire du ministre israélien de l'Énergie, Youval Steinlitz, est un signal fort de ce rapprochement. Invité par le gouvernement égyptien, le responsable israélien a pris part à une conférence sur le gaz naturel. Conscient de l'aspect délicat de cette collaboration au niveau politique, le ministre israélien a lié la promotion de la paix au Moyen-Orient à cette collaboration énergétique : « Vous avez ici, pour la première fois, une coopération économique réelle entre les États de l'axe de la paix »¹⁰.

La lutte contre le terrorisme : Le Sinaï comme point d'intérêt commun

Le Sinaï est une péninsule égyptienne d'environ 60 000 km² située entre la mer Méditerranée et la mer Rouge. Sa frontière terrestre longe le Canal de Suez, à l'Ouest, et la frontière entre l'Égypte et Israël ainsi que la Bande de Gaza, au Nord-Est. Des gisements de pétrole, de fer et de manganèse sont exploités au Nord et dans le Centre-Sud de la péninsule. La péninsule abrite 400 000 Égyptiens et compte deux villes à fort potentiel touristique à savoir : Charm el Cheikh et Taba.

Le Sinaï est un des témoins de l'avenir en commun entre l'Égypte et Israël. D'un point de vue géopolitique, le retour du territoire sous le contrôle égyptien a eu pour effet de séparer les relations entre les deux pays de la question palestinienne. En effet, la restitution du territoire à l'Égypte, en 1982, a été conditionnée par une reconnaissance d'Israël. Historiquement, le territoire est d'utilité protéiforme : Il est à la fois le théâtre de rivalités géopolitiques, une zone de confrontation entre pouvoir central et population locale et « un espace projet »¹¹ ayant fait l'objet d'investissements sans précédent de la part de l'État égyptien.

9. <https://fr.timesofisrael.com/le-ministre-israelien-de-lenergie-en-rare-visite-en-egypte/>

10. Idem

11. Sanmartin, Olivier. « La péninsule du Sinaï : « espace projet », territoire sous tensions », *Confluences Méditerranée*, vol. 75, no. 4, 2010, pp. 107-119.

D'un point de vue géostratégique, la péninsule du Sinaï est consacrée, depuis les accords de Camp David, comme « zone tampon » entre l'Égypte et Israël. Ainsi, la zone est soumise, en termes de militarisation, à des règles drastiques concernant les effectifs militaires, ce qui a permis aux groupes djihadistes d'y établir un refuge. Israël considère cette instabilité dans le territoire égyptien comme une menace extérieure et conduit, depuis des années, des opérations de contreterrorisme et de défense¹². La recrudescence des éléments djihadistes dans la région, couplée à la difficulté de l'armée égyptienne à gérer cette menace, a poussé les deux États à sceller une coopération militaire dans la péninsule du Sinaï qui, au-delà de son importance géostratégique, revêt un intérêt certain dans les relations commerciales entre les deux voisins.

Ansar Bayt al Maqdis, groupe officiant sous la bannière de Daesh, représente une véritable menace dans la péninsule. La population, délaissée par le pouvoir central, ainsi que le sentiment de défiance historique des bédouins à ce dernier, contribue à grossir les rangs de l'organisation qui compte quelque 1500 djihadistes. Israël étant limitrophe du territoire, les djihadistes de la région rassemblent un imaginaire collectif autour de la cité Sainte d'Al Qods pour mettre en place une pensée révolutionnaire à même de convaincre des franges de la population de la légitimité de leurs causes. Face à une telle situation, l'Égypte et Israël avaient décidé de coopérer discrètement afin d'endiguer la menace terroriste dans la région, avant que le quotidien américain New York Times ne révèle que des drones israéliens mènent des attaques dans la péninsule depuis près de deux ans¹³.



Source : Afrique The International Informant Page 6

Le développement économique de la péninsule, et le combat contre la menace terroriste, s'insèrent parfaitement dans la philosophie politique d'Abdel Fattah Al Sissi qui traduit cette concomitance entre essor économique et stabilité sécuritaire. Pour l'État égyptien, il s'agit de faire face, non seulement à la menace djihadiste, mais aussi à une population autochtone historiquement marginalisée. Les bédouins du Sinaï n'ont pas profité de la manne touristique, notamment en termes d'accès à la fonction publique¹⁴. Alors que le Caire affirme investir massivement¹⁵ dans le développement économique de la région, les populations peinent à atteindre des niveaux de vie décents. Au niveau du contreterrorisme, l'Opération Sinaï 2018 a eu raison de plus de 450 djihadistes. Avec la mise à disposition de l'armée de plusieurs équipements d'artillerie lourde, ce conflit, de nature asymétrique, a, selon plusieurs ONG, eu des répercussions graves sur les populations civiles¹⁶.

Pour Israël, la menace terroriste dans la péninsule a changé le paradigme en place. Il s'agit davantage de réduire la menace terroriste que de surveiller le territoire. De ce fait, la coopération avec le Caire atteint des sommets. On assiste, aujourd'hui, à des opérations

¹². A titre d'exemple, on peut citer Le Dôme de fer (largement connu sous le nom anglais : IronDome) qui est un système de défense aérienne mobile israélien, développé par la société Rafael Advanced Defense Systems, conçu pour intercepter des roquettes et obus de courte portée (Counter Rocket, Artillery, and Mortar, ou C-RAM).

¹³. Secret Alliance: Israel Carries Out Airstrikes in Egypt, With Cairo's O.K. <https://www.nytimes.com/2018/02/03/world/middleeast/israel-airstrikes-sinai-egypt.html?hp&action=click&pgtype=Homepage&clickSource=story-heading&module=first-column-region®ion=top-news&WT.nav=top-news>

¹⁴. Aclimandos, Tewfik. « À qui est le Sinaï ? », Outre-Terre, vol. 44, no. 3, 2015, pp. 128-136.

¹⁵. La ministre égyptienne de la Planification Hala Al Saeed, a annoncé, le 28 août 2018, lors d'une conférence de presse au Caire, l'intention de son pays d'investir 275 mds de livres égyptiennes, soit 15,4 mds de dollars dans le développement de la péninsule du Sinaï d'ici 2022.

¹⁶. <https://www.lapresse.ca/international/dossiers/le-groupe-etat-islamique/201811/01/01-5202543-egypte-18-djihadistes-presumes-tues-dans-le-sinai.php>

militaires israéliennes à l'intérieur de la péninsule et à un renforcement des échanges entre officiels des deux armées¹⁷.

Conclusion

L'ouverture des routes commerciales et énergétiques, et la nécessité de la coopération sécuritaire, sont des enjeux qui semblent surpasser le poids de l'histoire. Les relations entre les deux pays n'ont presque jamais été aussi bonnes. Comme nous l'avons vu, les besoins de stabilisation du Sinaï ont raffermi les liens entre les dispositifs sécuritaires israéliens et égyptiens, allant jusqu'à permettre une interopérabilité entre les armées des deux voisins. Au niveau économique, les deux pays, connaissant l'importance du commerce frontalier, multiplient les gestes de bonne intention et Israël a nommé un nouvel ambassadeur en la personne d'Amira Oran, première femme occupant ce poste. La coopération énergétique, renforcée par les découvertes gazières, est une donnée marquante de ce rapprochement qui revêt une dimension régionale avec les deux pays qui pourraient devenir des hégémons en la matière en mer Méditerranée.

En filigrane de ce rapprochement, il y a l'ennemi commun, représenté par l'Iran, et la vision d'un nouvel équilibre au Moyen-Orient qui se profilent. Au gré des incertitudes communes, plusieurs pays arabes semblent s'accommoder de la puissance israélienne. Faisant face à des menaces plus immédiates, les puissances sunnites semblent se diriger vers un nouveau paradigme résolument pragmatique, faisant la part belle aux intérêts réalistes plutôt qu'aux proximités idéologiques. En effet, le discours du Caire du Secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo,¹⁸ marque une rupture avec celui prononcé par l'ex-président américain, Barack Obama,¹⁹ dans cette même capitale, le 4 juin 2009. Là où l'ancien président Obama s'adressait aux Musulmans, Mike Pompeo destine ses propos aux Etats et appelle la communauté arabe à s'unir contre la menace d'une expansion iranienne dans la région, en se contentant d'invoquer les intérêts géopolitiques et géostratégiques de ces Etats.

En affirmant le soutien total des Etats-Unis à Israël et à l'Egypte, l'administration Trump adoube le rapprochement

entre les deux voisins. D'ailleurs, le Président Al Sissi et son homologue américain n'ont cessé de réaffirmer l'admiration qu'ils ont l'un pour l'autre. Cette nouvelle alliance régionale qui, comme nous l'avons vu, se base sur des piliers solides, se consolidera avec l'adoubement des Etats-Unis qui voient en cette collaboration un moyen de contrer l'Iran et d'installer une influence durable dans la région, sans oublier le fait que cela permettra de sécuriser l'activité de la compagnie américaine Noble Energy qui exploite les gisements israéliens.

Néanmoins, une grande question demeure, celle de la réaction de la population. Les stigmates dans les sociétés israélienne et égyptienne qu'ont laissés des années de guerre sont encore à dépasser. La population égyptienne considère les relations avec Israël comme un tabou.

In fine, la normalisation des relations entre les deux pays constituerait un pas dans l'acheminement de la paix entre les pays arabes et Israël. L'ampleur de la coopération dans des domaines stratégiques, comme l'énergie et la lutte contre le terrorisme, sont des signes forts. Néanmoins, il s'agira de promouvoir la tolérance entre les peuples, en traduisant ce rapprochement aux niveaux sociétal et culturel.

17. Sand, Ivan. « Les représentations géopolitiques de la péninsule du Sinaï en Israël », Les Cahiers de l'Orient, vol. 117, no. 1, 2015, pp. 87-105.

18. <https://www.youtube.com/watch?v=QJBXrwtQROY>

19. <https://www.youtube.com/watch?v=pidJ3mfDwjC>

A propos de l'auteur, Youssef Tobi

Youssef Tobi a rejoint l'équipe de recherche de Policy Center for the New South en 2017, ces aires géographiques de recherche sont le Maghreb et le Moyen-Orient et ses travaux se concentrent sur la gouvernance et la géopolitique dans cette région. Ayant obtenu un Mastère en relations internationales à Sciences Po Lyon, il a écrit deux thèses de recherche sur le rôle des banques marocaines en Afrique et la couverture médiatique de la crise des réfugiés. Avant de rejoindre le Policy Center for the New South, Tobi Youssef a participé à un projet d'Entreprenariat Social au Liban et travaillé dans le domaine de l'assistance aux réfugiés au sein d'une ONG à Marseille.

A propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South, anciennement OCP Policy Center, est un think tank marocain basé à Rabat, Maroc, qui a pour mission la promotion du partage de connaissances et la contribution à une réflexion enrichie sur les questions économiques et les relations internationales. A travers une perspective du Sud sur les questions critiques et les grands enjeux stratégiques régionaux et mondiaux auxquels sont confrontés les pays en développement et émergents, Policy Center for the New South offre une réelle valeur ajoutée et vise à contribuer significativement à la prise de décision stratégique à travers ses quatre programmes de recherche: Agriculture, Environnement et Sécurité Alimentaire, Économie et Développement Social, Economie et Finance des matières premières, Géopolitique et Relations Internationales.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Complexe Suncity, Immeuble C, Angle Boulevard Addolb et rue Albortokal,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@ocppc.ma

Téléphone : +212 5 37 27 08 08 / Fax : +212 5 37 71 31 54

Site : www.policycenter.ma